

Atelier 9 – salle 3.08 : Au delà du colonial. Une autre histoire du Maghreb par le pré- et le post- colonial, responsable : M'hamed Oualdi (Université de Princeton)

Intervenants: Yassir Benhima, Isabelle Grangaud, Augustin Jomier, Annick Lacroix, M'hamed Oualdi, Malika Rahal, Ismail Warscheid

Résumé

Depuis les indépendances du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie, ce sont les temps coloniaux de l'Afrique du Nord qui ont constitué le terrain privilégié sur lequel s'est focalisée la recherche historique, en particulier dans ces pays et en France. Ce champ historiographique, après une période d'essoufflement à la fin des années 70, connaît depuis les années 90 un regain de dynamisme, caractérisé par de profonds renouvellements théoriques et par une focalisation sur le cas paroxystique de l'Algérie. En privilégiant une approche du Maghreb, cet atelier propose de réfléchir à l'intérêt des déplacements impulsés par une réinscription de l'histoire (les histoires) de cette région dans un espace-temps qui transcende le moment colonial en amont et en aval.

Prolongeant une réflexion entamée dans un numéro de *l'Année du Maghreb* consacrée aux « Besoins d'histoire », notre atelier entend discuter l'état du champ des études maghrébines, par ce qu'il est convenu d'appeler le « pré » et le « post » colonial. Pourquoi est-il crucial de travailler sur des temps pré et post-coloniaux alors que depuis les années 1990 et plus encore depuis les révolutions tunisienne et libyenne, les relations entre Etats et sociétés ont profondément changé au Maghreb ? Comment les hypothèses, conclusions et méthodologies appliquées aux temps modernes et à une histoire du temps présent peuvent aider à reformuler des questionnements et approches de l'histoire du Maghreb colonial ? De ce point de vue, comment conjuguer différentes temporalités et diverses échelles spatiales d'analyse ? Nos débats seront nourris à partir de cas d'études concrets liés à des problématiques communes aux chercheurs en sciences sociales des mondes musulmans et du Moyen Orient.

Intervenants :

Yassir Benhima, (MCF Université Paris 3/CIHAM- UMR 5648), « **Les usages du passé médiéval dans le Maroc d'aujourd'hui** »

Bien plus que ses voisins maghrébins, le pouvoir marocain accorde au passé médiéval une importance primordiale dans la construction d'une légitimité historique et religieuse. Cette présentation reviendra sur les usages publics de l'histoire médiévale et leurs relations avec les enjeux politiques, sociaux et identitaires au Maroc d'aujourd'hui.

Isabelle Grangaud, (chargée de recherches CNRS – IREMAM), « **Entre appartenances locale et impériale : ce que construit le bayt al-mâl à Alger à l'époque ottomane** »

La reconstitution de l'activité des agents du *bayt al-mâl* à Alger à la fin du XVIIe siècle et au début du XIXe siècle met en perspective une tout autre logique que celle que l'historiographie avait assignée à cette institution. Plutôt qu'être préposée à la captation, au profit de l'Etat, des biens sans maître, elle agissait en garante des biens qui, à la mort de leur propriétaire se trouvaient vacants. Les liens qui se dessinent entre la possibilité de s'inscrire dans une lignée d'ayants droit et l'appartenance à la communauté politique permet d'interroger en des termes nouveaux ce qui faisait la province ottomane, mais aussi l'Empire.

Augustin Jomier, Fondation Thiers-Cnrs/Cerhio, « **La république au Mزاب (1958-1978) : institutions et pratiques vernaculaires face à la construction de l'Etat algérien indépendant** »

L'instauration des communes de plein exercice dans les Territoires du Sud de l'Algérie et leur départementalisation, à la fin des années 1950, ont été présentées par l'administration coloniale comme l'aboutissement d'un processus d'intégration politique de l'Algérie. Processus que l'indépendance et la



mise en place des institutions nationales algériennes auraient, à en croire la vulgate nationaliste, parachevé. L'étude, à l'échelle locale, du devenir des institutions et des pratiques politiques de la communauté mozabite permet d'aller à l'encontre de ces récits. Les djemaa et les cercles d'oulémas, aux origines précoloniales, façonnés par la domination française, donnent à voir une autre histoire de la construction institutionnelle et politique de l'Algérie indépendante, loin d'un affrontement binaire entre temporalités coloniale et indépendantiste.

Annick Lacroix, Doctorante (ISP-ENS Cachan), ATER (Inalco), « **Communiquer, se déplacer, écrire dans l'Algérie des XIX^e et XX^e siècles. Ce que disent les archives d'une administration coloniale (le cas des PTT)** »

À partir d'un objet d'étude intimement lié à la question de l'État colonial en Algérie – l'organisation d'un réseau postal, télégraphique, téléphonique – et avec des archives largement constituées par les autorités françaises, l'enjeu de cette communication sera de réfléchir aux façons de pister, dans ces matériaux problématiques, les logiques qui traversent, débordent et échappent au colonial. Malgré l'imposition d'un monopole postal, la caravane continue pendant toute la période coloniale de traverser régulièrement le Sahara algérien et avec elle circulent des lettres, des marchandises, de l'argent. Les circuits confrériques demeurent des vecteurs de l'information, sans rester imperméables aux nouveaux modes de communications impulsés par les colonisateurs. La colonisation bouleverse les rapports au temps, à l'espace, à l'écrit et à l'argent des populations algériennes, mais celles-ci se ménagent des marges d'autonomie. Subsistent d'une part des logiques précoloniales, mais se nouent également des rapports innovants. L'objectif n'est donc plus ici de saisir l'avant ou le post-colonial, mais ce qui reste en parallèle ou en dehors.

M'hamed Oualdi, « **Transmettre en temps de transitions impériales : l'héritage d'un affranchi à la fin du XIX^e siècle** »

A partir de l'étude des conflits autour de la succession d'un ancien dignitaire de la province ottomane de Tunis dans les années 1880, nous envisagerons la question des successions d'Empire et de leurs effets sociaux et politiques : quels furent les conséquences d'un passage de la tutelle ottomane à l'administration française pour des membres de la société tunisienne ? Comment, de manière plus générale, la prise en compte des legs ottomans à cette échelle provinciale permettrait de reconsidérer une histoire maghrébine avant tout saisie selon le prisme colonial ?

Malika Rahal, (chargée de recherches CNRS – IHTP), « **La révolution de 1962 en Algérie. Indépendance, paroxysme et fin de l'histoire** »

Cette communication explore les événements de l'année 1962 en Algérie, pour en montrer la charge émotionnelle considérable et contradictoire : terreur, avec la vague de violence de l'OAS; espoir et joie populaire, après huit années de guerre et 130 ans de colonisation; deuils retardés ressentis et exprimés enfin au retour des maquis; crainte et déception face à la réalité du pouvoir du FLN et à la quasi-guerre civile de l'été 1962. Ces émotions apparemment contraires et paroxystiques participent d'un moment révolutionnaire, et ont un impact sur la texture même de l'histoire, et les façons de la dire.

Ismail Warscheid, (post-doctorant IMAF/EHESS), « **Des jurisconsultes à la place de « l'homme fétiche » : pour une approche renouvelée de l'histoire religieuse et juridique de l'intérieur maghrébin (XVII^e – XX^e siècles)** »

Jusqu'au XX^e siècle, les campagnes maghrébines sont productrices d'une importante littérature juridique. Cette littérature permet non seulement de renouveler une historiographie encore trop souvent encline à réduire l'Islam rural aux seules manifestations d'une religiosité charismatique et orale. Réflétant les mutations de la culture religieuse et juridique maghrébine, elle invite aussi à aborder, sous un angle inédit, la question du devenir des institutions de l'islam scripturaire en contexte colonial.